

INÉDIT • Puisé dans les archives

Mon cher Ministre,

Je ne puis vous cacher combien j'ai été déçu par la décision qui a été prise de présenter un projet de fusion de communes du Brabant wallon qui rattachent ma commune à la ville de Braine l'Alleud.

La réalisation d'un pareil projet constitue l'effacement de toute une politique de développement rural qui est nécessaire non seulement pour les communes rurales concernées, mais aussi pour la politique de l'environnement de l'ensemble de la province de Brabant.

Après avoir eu, lors de ma conversation avec vous le 14 janvier 1975, l'espoir très fondé que le projet des trois communes d'Ophain, Lillois-Witterzée et Baulers serait entériné par l'autorité supérieure, je suis profondément déçu, d'autant plus que je ne comprends pas quels arguments ont pu modifier la conviction dont vous m'avez fait part.

Lettre du baron Jean-Charles Snoy au ministre Joseph Michel. Archives Joseph Michel

Ancien ministre des Finances dans le gouvernement Gaston Eyskens IV (1968-1972), le baron Snoy — il sera fait comte en 1982 — attend les fusions avec impatience. Dès 1972, il prend contact avec les petites communes rurales des alentours pour proposer « autre chose » qu'une annexion dans un grand conglomérat urbain, Nivelles ou Braine-l'Alleud.

Quand Joseph Michel annonce, le 9 septembre 1974, le lancement de l'opération, Snoy lui écrit dès le lendemain, demandant ses intentions pour les trois communes de Baulers, Lillois et Ophain. Michel lui répond le 20 qu'il ne manquera pas de l'informer dès que le projet concernant le Brabant lui sera soumis.

Ils se rencontrent le 14 janvier 1975 mais c'est la presse qui lui apprend le sort réservé à sa petite commune. Le 6 février, Michel répond que sa proposition n'a pas la moindre chance de réussite au sein de la concertation gouvernementale, précisant : « Je comprends évidemment votre réaction [...]. Vous savez aussi bien que moi qu'en politique pour faire triompher un point de vue il faut recueillir une majorité. »

À partir de là, et malgré une correspondance volumineuse adressée à tous les parlementaires, ministres et institutions influentes qui auraient pu soutenir la cause de Baulois-sur-Hain, on ne retrouve plus de lettre entre le baron et le ministre Michel, comme si quelque chose s'était brisé. En grand commis de l'État, le baron Snoy cessera le combat en décembre 1975, lors de l'adoption par le Sénat de l'arrêté royal fixant définitivement les 589 communes de Belgique et se mettra loyalement à la disposition de l'administration communale de Braine-l'Alleud.

Brèves de fusion

Pré-fusions

● En 1797, sous la Révolution française, le hameau de Waterloo est détaché de Braine-l'Alleud. En 1810, à la suite d'un mariage, les Snoy et d'Oppuers s'installent au château de Bois-Seigneur-Isaac. Le 19 avril 1811, sous l'Empire, cette commune fusionne avec Ophain. Le 7 novembre 1823, sous le régime hollandais, Lillois est uni à Witterzée.

En 1962, lors de la fixation de la frontière linguistique, le ministre de l'Intérieur Arthur Gilson propose de céder le quartier des Sept Fontaines (voir la carte) à Rhode-Saint-Genèse. La majorité socialiste de Georges Rousseau, s'y oppose et obtient gain de cause.

Les élections de 1970

● Braine-l'Alleud. En 1964, après 43 ans de majorité socialiste (de Jules Hans à Georges Rousseau), chrétiens et libéraux l'emportent. Le maire Raymond Brassine (PLP) cède en 1968 et est remplacé par Louis Paesmans (PSC). Ce dernier remporte les élections de 1970, élargit l'alliance au Rassemblement wallon mais cède quelques semaines après son installation. Le notaire André Glibert (PSC) lui succède. Au collège : Émile Désirant et Charles Van Gucht (PSC), Jean Leroy (PLP) et Richard Boulengier (RW).

● Lillois-Witterzée. Willy

Demeit (PLP), à la fin de la législature 59-64, démissionne de son mandat d'échevin et entre en résistance contre le bourgmestre Eugène Balland (47-64). Il remporte les élections en 64 et en 70 mais cède le 4 novembre 1974. Georges Claes monte du conseil pour le remplacer. Au collège, les deux échevinats sont répartis (4 ans chacun), entre Willy Dutry, Hector Saint Jean et Roland Mayné.

● Ophain-BSI. Après 38 ans de majorité socialiste, le baron Jean-Charles Snoy et d'Oppuers peut enfin succéder à son père Thierry, bourgmestre de 1908 à 1930. Il défait le maire socialiste François Cuvellier (47-70) d'un peu moins d'une vingtaine de voix. Roger Laus est désigné premier échevin mais cède dix mois plus tard. Au collège : André Dufrasne et Edouard Strojwas.

Consultations populaires

Les 1 038 électeurs du Chenois sont appelés à se prononcer pour le maintien à Braine ou le rattachement à Waterloo. 79,28 % votent pour Braine et 20,72 % pour Waterloo.

À Lillois (22 mars) et à Ophain (23 mars), le projet de Baulois-sur-Hain recueille 98 % et 87 %. En cumulant avec les résultats de Baulers (67 %) et avec une participation globale de 84 %, Baulois-sur-Hain est plébiscité par 84,4 %.

HISTOIRES DE FUSION • Braine-l'Alleud

Le dernier combat du baron Snoy

Entre un Waterloo quelque peu envahissant et deux petites communes rurales en rébellion, les édiles brainois ont connu une fusion très chahutée...

BRaine-L'ALLEUD était, en 1975, la commune la plus peuplée de l'arrondissement de Nivelles et entendait bien le rester ! Évocation, avec les témoignages de Charles Van Gucht, Émile Désirant, Richard Boulengier, Francis Goor, Willy Dutry, André Dufrasne et Jean-Marie Laus ainsi que les archives inédites de Charles Van Gucht, de la commune de Braine-l'Alleud et du ministre Joseph Michel.

Un vent favorable

À la suite d'indiscrétions, Le Soir publie le 10 août 1972 les extraits du Plan Costard, du nom du haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.

En Brabant wallon, peut-on y lire, les 108 communes sont ramenées à 20 et la proposition relative à Braine-l'Alleud est littéralement stupéfiante : une agglomération de 45 000 habitants couvrant plus de 10 000 hectares, fusionnant Waterloo, Braine-l'Alleud, Lasne, Ophain, Ophain et Plancenoit. Le tout sous le nom de Waterloo. Autant dire la guerre !

Tout le personnel politique brainois entre en ébullition. Le conseil communal est réuni d'urgence le samedi 12 août et s'insurge « avec une énergie totale » contre les intentions du ministre de l'Intérieur, le CVP Renaat Van Elslande.

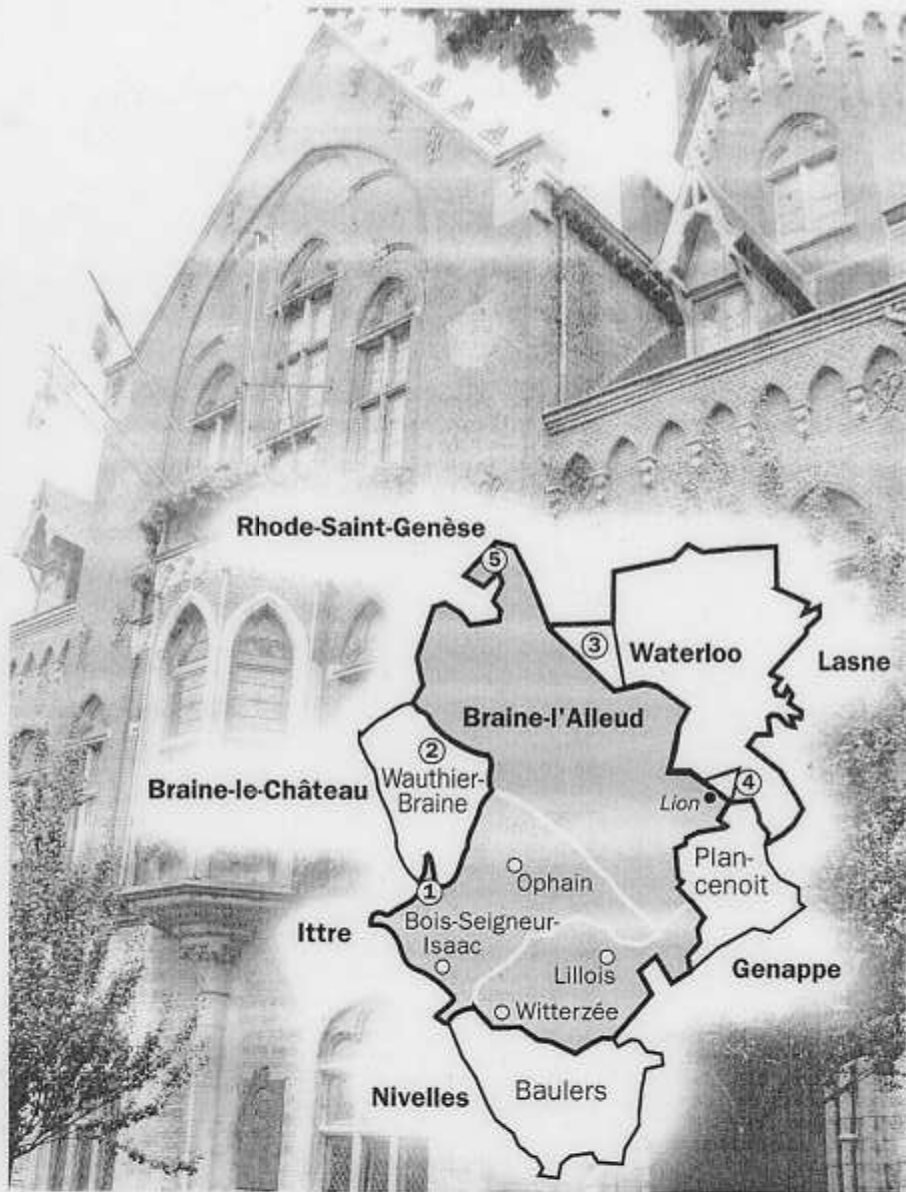
On soupçonne alors le bourgmestre de Waterloo, le socialiste André Caussin, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et adjoint de Raymond Costard, d'être à la base d'une proposition dont le seul élément réaliste est de mettre sous une tutelle unique l'ensemble du champ de bataille « dit » de Waterloo.

Contre-feu

Dans la foulée, le conseil confie à une commission le soin de déterminer « entre Brainois » la meilleure formule possible. Présidée par l'échevin Richard Boulengier (RW), elle rend ses conclusions en décembre 1973. « Ce n'est pas compliqué, raconte Charles Van Gucht. Nous avons proposé une fusion qui garantisse au mieux les intérêts de la coalition de l'époque (PSC-PLP). »

Revue de détail : Braine-l'Alleud (PSC-PLP), Lillois* (PLP), Ophain* (PSC), Plancenoit (PLP). Petite cerise sur le gâteau : la commune de Wauthier-Braine. Avec une majorité socialiste, certes, mais surtout avec un parc industriel le long de la chaussée de Tubize.

Pendant quelques mois, l'annonce Brabançonne (le gratuit



(1) Braine-le-Château réclamait cette enclave où se trouve l'ancienne abbaye de Nizelles (XV^e). (2) A l'est de Wauthier-Braine, un parc industriel convoité par Braine-l'Alleud. (3) Le hameau du Chenois (144 ha) tombe dans l'escarcelle de Waterloo. (4) Un bout de terrain de 32 ha pour permettre au bourgmestre de Waterloo d'accéder au Lion avec son écharpe ! (5) En 1962, les Sept Fontaines ont failli passer à Rhode-Saint-Genèse.

de la localité) fait ses choux gras de ces histoires de fusion. Ses pages sont pleines de considérations, de plans alternatifs et de longs développements économicosociologiques. Finalement, les gouvernements tombent, les ministres de l'Intérieur passent et la passion retombe d'un cran.

Le Plan Michel

En février 1975, un nouveau plan surgit. Officiel cette fois. La commission des fusions est ressuscitée et approuve le projet de regroupement avec Ophain* et Lillois* mais refuse catégoriquement la cession du petit hameau du Chenois, à cheval sur Braine et Waterloo.

Pour en finir une fois pour toutes avec la gestion du Champ de Bataille, cette même commission propose la création d'une intercommunale de gestion. Dans notre édition du 14 août, nous reviendrons plus longuement sur les points d'ac-

croche avec Waterloo, nous concentrant davantage aujourd'hui sur le projet alternatif de Baulois-sur-Hain.

Contestations

Dans les petites communes rurales, loin du fracas de cette deuxième bataille de Waterloo, la résistance s'organise. Dès qu'ils prennent connaissance du Plan Michel, les conseils communaux de Baulers, Lillois* et Ophain* organisent un référendum.

Il aura lieu les 22 et 23 mars 1975 mais il est entaché de contestations, tant à Baulers (lire notre édition du 1^{er} août) qu'à Ophain*. La majorité du baron Snoy y est étroite et l'opposition militait ardemment pour un rapprochement avec les communes socialistes de Braine-le-Château et de Wauthier-Braine. Principal reproche : la consultation est organisée le lendemain de Lillois* et les résultats extrêmement favorables à la « petite fusion » (97 %)

sont affichés devant les bureaux de vote.

Vox populi

Le 6 mai 1975, Paul Vanden Boeynants, alors ministre de la Défense nationale, écrit à Joseph Michel. Il commente ainsi les résultats de la consultation populaire : « D'après les résultats qui en découlent, mon sentiment est qu'il ne faut plus hésiter. Vox populi, vox dei ! »

Des lettres pareilles, il y en aura plein, venant de toutes parts. Mais Joseph Michel, même s'il fera part dans ses mémoires de ses doutes, voire de ses remords, ne cédera pas. Le pouvait-il ? Entre des majorités communales à Braine-l'Alleud et à Nivelles et la reconnaissance d'un (déjà) ancien ministre...

Vers les élections

En juillet 1975, le gouvernement arrête sa décision. Adieu Chenois. Si le Lion est sain et sauf sur le territoire brainois, le

Le pourquoi du comment

Le pourquoi du comment En 1975, deux propositions s'affrontent. D'une part, Joseph Michel souhaitait le regroupement de Braine-l'Alleud, de Lillois-Witterzée et d'Ophain-Bois-Seigneur-Isaac. D'autre part, ces deux dernières communes révent, avec Baulers, d'une petite fusion rurale. Un poumon vert entre Nivelles et Braine-l'Alleud sous le nom de Baulois-sur-Hain. En définitive, c'est le ministre de l'Intérieur qui l'emporte.

Pourquoi ? Ces trois communes, où les socialistes étaient minoritaires voire inexistantes, étaient indispensables aussi bien pour renverser le maître Alfred Scaerckx (Nivelles) que pour conforter la majorité libérale-chrétienne de Braine-l'Alleud.

Comment ? Les trois « petits » bourgmestres — et en particulier le baron Snoy — organisèrent des consultations populaires, des manifestations et une campagne d'affichage, sans parler d'un intense lobbying. Mais ils furent submergés par des enjeux politiques régionaux qui eurent raison de leur opiniâtreté.

bourgmestre de Waterloo pourra désormais y accéder avec son écharpe. À l'ouest, le baron ne désarme pas. Deux manifestations seront organisées en octobre et novembre à Ophain* et à Lillois* et on y inaugurera des plaques routières du nom de Baulois-sur-Hain. Les parlementaires André Sweert et Pierre Falize, socialistes, déposeront des amendements au Sénat, en pure perte.

Les échéances d'octobre 1976 se préparent. Jean-Charles Snoy et André Glibert souhaitent en rester là avec la politique locale. Socialistes et chrétiens se présentent divisés. À la suite de l'appel de Léo Collard (1^{er} mai 1969), l'ancien bourgmestre brainois Georges Rousseau se porte à la tête d'un cartel « progressiste », associant des socialistes, des démocrates chrétiens et des communistes. Les socialistes d'Ophain* préfèrent présenter leur propre liste et sous le sigle officiel. Du côté chrétien, l'aile gauche et l'aile droite sont brouillées depuis les lendemains des élections communales de 1964.

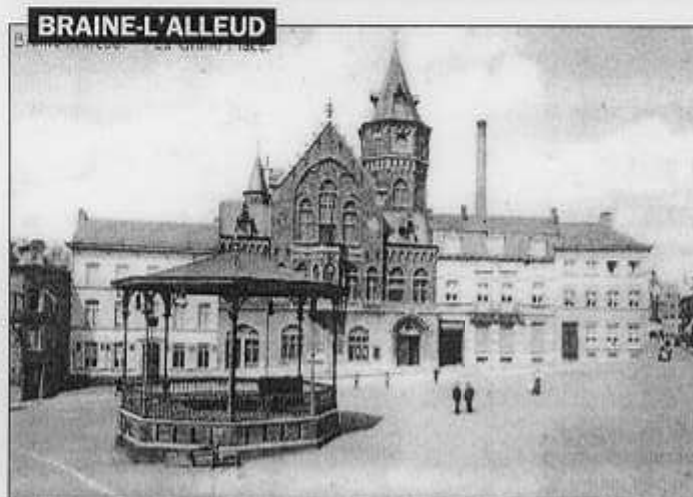
La première coalition du nouveau Braine-l'Alleud associe dès lors et très logiquement les chrétiens d'Émile Désirant à la liste libérale emmenée par Georges Claes. On y trouve aussi un jeune avocat brainois, bientôt échevin : Emmanuel Hendrickx, dit Manu.

Stéphane VANDEN EEDE * Pour faciliter la lecture, nous avons raccourci les noms de Lasne-Chapelle-Saint-Lambert, Ophain-Bois-Seigneur-Isaac et Lillois-Witterzée.

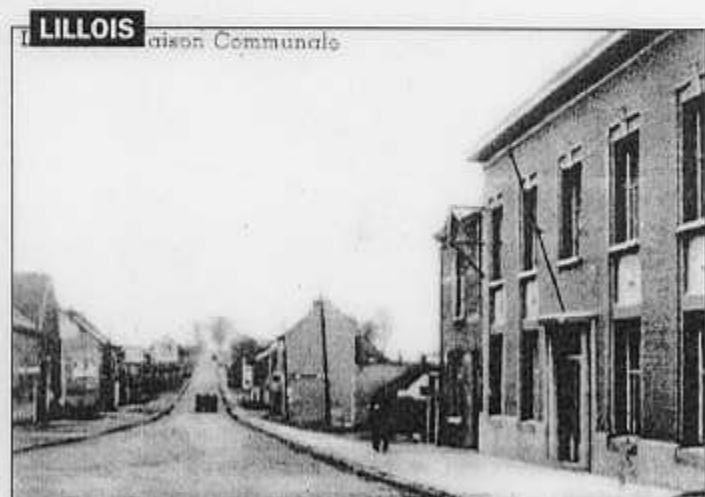
QUE SONT DEVENUES LES MAISONS COMMUNALES ?



L'ancienne maison communale d'Ophain existe toujours. Il s'agit de la maison blanche en avant-plan sur cette photo de 1950. À l'avant se trouvait le bureau du secrétaire communal et la salle de conseil. Lors de la fusion, la commune a acheté la maison voisine de Marie Reynens. Aujourd'hui, la salle des fêtes y est installée.



La maison communale de Braine-l'Alleud n'a guère changé. Par contre, son cadre s'est complètement modifié. Ainsi sur la Grand-Place trônait un kiosque jusqu'au 12 mars 1956. L'hôtel de ville date, lui, de 1891. À sa droite se tenait la ferme-brasserie Gilbert-Vanham (Gvé). Aujourd'hui, les bureaux de la Régie Foncière occupent une partie du bâtiment.



Aujourd'hui, l'ancienne maison communale de Lillois accueille le centre culturel de Lillois et diverses associations. Elle est située le long de la chaussée de Nivelles, anciennement appelée le Boulevard des Déportés.